



Crise du PCF - La collaboration de classe ne paie pas!

Il nous faut un gouvernement ouvrier!

Comment un parti qui prétend être le parti de la classe ouvrière pourrait-il garder le soutien des travailleurs qui, chaque jour, se rendent bien compte que le gouvernement dont il fait partie leur a déclaré la guerre? Voilà la question posée par le choc électoral du 17 juin, la question à laquelle la direction du parti ne peut pas répondre. Par contre, beaucoup de militants du PCF se demandent combien de temps encore ils vont

accepter de faire les frais de ce gouvernement anti-ouvrier, anti-immigrés et antisoviétique.

Le PCF a bel et bien été la victime d'une abstention massive dans les quartiers ouvriers. Mais qui peut en être surpris? Les ouvriers ont déjà massivement rejeté la politique d'austérité de Mitterrand. En avril dernier, des dizaines de milliers de sidérurgistes manifestaient à Paris -- la première manifestation

contre ce gouvernement de front populaire. Les abstentions ont été une condamnation sans appel des louvoiements du "soutien avec critiques" que la direction du PCF accorde à ce gouvernement. Aux yeux de la classe ouvrière, le PCF est co-responsable pour l'austérité et la guerre froide.

La direction cherche un alibi pour cette complicité dans sa faible représentation au gouvernement. Mais comme elle n'a pas non plus manqué de le souligner face à ses échecs électoraux, la véritable force du PCF est dans les entreprises. Et là, elle a jeté tout son poids dans la balance pour protéger le gouvernement: les bureaucrates ont carrément cassé la grève de Talbot, arrêté la grève de Citroën à Aulnay sur la base des promesses fumeuses de Bérégozov, condamné la grève des cheminots contre l'accélération des cadences et le refus de Fiterman d'embaucher.

Dans ce pays périodiquement ébranlé par des soulèvements ouvriers (bien que les directions ouvrières n'aient jamais appelé à une grève générale depuis 1938), le recul électoral du PCF ne signifie pas pour autant que les militants ouvriers doivent renoncer à lutter! Ces militants ont rejeté la politique de participation au front populaire de toute la direction, les Marchais et les Rigout et les Fiterman. Voilà la véritable scission au sein du parti. Et si les militants hésitent à "lâcher le parti" face aux attaques de la bourgeoisie et de la social-démocratie, il faut se rappeler que, comme au congrès de Tours de 1920, le mouvement ouvrier règle ses crises historiques de direction par des scissions sur des programmes qui s'opposent. Nous disons aux militants écoeurés par les capitulations de Marchais et Cie: le PCF n'est pas un endroit pour un communiste!

Pourtant, le "débat" au sein du parti revient, comme d'habitude, à la conclusion que la direction est bonne et la stratégie juste. Ce sont les masses qui n'ont pas compris! L'enjeu de la bataille voilée qui oppose "conservateurs" et "renovateurs" est de savoir jusqu'où aller dans leur collaboration

de classe. De toute évidence, une fraction de la bureaucratie, s'accrochant désespérément à ses strapontins, veut s'aligner complètement derrière la campagne de guerre froide de Mitterrand. Rigout, à Rome, chante les louanges du PC italien, qui soutient les rebelles médiévaux afghans et le syndicat-maison clérical-nationaliste Solidarnosc. Malheur lui en a pris, et il a dû retirer ses paroles. Et si le (soi-disant) "centralisme démocratique" du PCF est aujourd'hui sur la sellette, c'est bien à cause de sa sonorité trop "russe"!

Mauroy fait remarquer que "le PC subit l'ombre portée de l'URSS et des Démocraties populaires". La bourgeoisie exige une loyauté absolue de la part des partis ouvriers réformistes. Les staliniens peuvent bien mettre en avant leur soutien à la "défense nationale", leur chauvinisme outrancier, et même le désir de la bureaucratie du Kremlin de maintenir le statu quo international (la "détente"). Mais les impérialistes et leurs valets "socialistes" visent toujours, et cela depuis 1917, la restauration capitaliste dans le bloc soviétique. Non pas évidemment à cause des "droits de l'homme", mais parce qu'ils n'ont jamais accepté l'expropriation de la bourgeoisie dans ces pays. Alors, aussi longtemps que le PCF ne rompra pas totalement avec le régime soviétique, il sera suspect aux yeux de la bourgeoisie. Car, si Marchais "défend" l'URSS en mettant cyniquement sur le même plan l'intervention impérialiste française au Tchad et la juste intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, il n'empêche que, contre sa propre bourgeoisie, la base du PCF reste attachée à la défense de l'Etat issu de la révolution d'Octobre comme acquis de la classe ouvrière mondiale.

La tragédie, c'est que cet attachement à l'URSS a été souillé, trahi, voire prostitué par la politique de collaboration de classe du PCF depuis cinquante ans. Ainsi, par exemple pendant la Deuxième Guerre mondiale, les jeunes communistes qui formaient les premiers noyaux des FTP croyaient se battre pour défendre l'URSS; en réalité,

ils servaient de fantassins à de Gaulle.

En défendant la ligne d'un "socialisme aux couleurs de la France" -- une stratégie d'alliances front-populistes avec le PS et des fractions de la bourgeoisie --, la direction "conservatrice" et "pro-soviétique" du PCF ne fait qu'engendrer encore plus de Fizbin, encore plus de Rigout "eurocommunistes" et antisoviétiques. Car, dans un monde dominé par les préparatifs de guerre des impérialistes contre l'URSS, la condamnation de l'Etat ouvrier soviétique est le gage indispensable pour être complètement accepté au sein d'un front populaire.

En juin 1981, la direction du PCF rampait devant Mitterrand et avalait sa politique "atlantiste" pour obtenir une place au gouvernement. A ce moment, nous avons dit: "En octobre dernier, le PCF chantait une autre chanson. Il refusait tout soutien à Mitterrand, le partisan de l'OTAN. Il dénonçait les tentatives du PS de rechercher un bloc avec les gaullistes, et reconnaissait même en paroles qu'à chaque fois que le PCF avait participé à un front populaire, la bourgeoisie avait gagné et le mouvement ouvrier avait perdu. C'est pour cette raison que la Ligue trotskyste de France avait projeté de donner un soutien critique électoral au bureaucrate stalinien Marchais si le PCF continuait sur cette voie. Nous cherchions une occasion de voter pour un parti ouvrier qui n'était pas en bloc avec des forces bourgeoises et qui, au milieu de l'hystérie antisoviétique de la bourgeoisie, soutenait l'intervention soviétique en Afghanistan et s'opposait aux missiles Pershing. En même temps, nous n'avons jamais eu d'illusions sur l'alignement éventuel du PCF, notoirement chauvin, lors d'un conflit décisif entre sa 'propre' bourgeoisie impérialiste et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Le soutien de longue date de Marchais à la force de frappe, une politique qui remonte au vote historique en faveur du budget militaire du gouvernement Laval en 1935, définit le PCF stalinien comme des alliés ouvriers du militarisme

Suite page 7

Le Pen 11% Les fruits amers du front populaire

7 juillet -- Après le 17 juin, le 24. Après la victoire électorale éclatante du fasciste Le Pen, voilà que l'Eglise entraîne un million de ses ouailles dans les rues de Paris. La réaction est en marche, et ce n'est pas ce gouvernement bourgeois "de gauche" qui peut l'arrêter. Au contraire, c'est Mitterrand qui lui pave la voie. Comment l'Eglise catholique aurait-elle pu s'ériger en "défenseur des libertés" sans l'aide de la social-démocratie et de ses valets d'"extrême gauche" avec leur campagne de guerre froide pour Solidarnosc clérical-nationaliste?

La presse bourgeoise découvre "le peuple de droite" et même -- sans rire -- nous informe que la manifestation du 24 juin représentait une espèce de 68 à rebours! Ce rassemblement de la petite-bourgeoisie apeurée n'a rien à voir avec la grève générale de dix millions de travailleurs. Les témoignages sont unanimes: l'écrasante majorité des manifestants n'avaient pas la moindre idée de ce qu'est la loi Savary. Mais leur cri du coeur: "L'école est pour l'enfant, pas pour l'Etat" exprime la réponse traditionnelle de la petite-bourgeoisie à la crise: "moins d'Etat". Trotsky le remarquait à propos du fascisme allemand: "Tout en divinissant la nation, le petit-bourgeois ne veut rien lui donner. Au contraire, il attend que la nation lui distribue la propriété et le protège de l'ouvrier et de l'huissier."

"Moins d'Etat"? La petite-bourgeoisie ne veut pas se passer des subsides de "l'Etat providence". Comment résoudre ce dilemme? En chassant les boucs émissaires: les "parasites" immigrés. Que les travailleurs immigrés paient leurs impôts et leurs cotisations sociales comme tout le monde ne peut infléchir le délire raciste.

L'opposition réactionnaire n'a pas mené ses troupes à l'assaut frontal contre Mitterrand. Elle n'a pas cherché à imiter les émeutes fascisantes du 6 février 1934. Elle a confiance que le pouvoir tombera dans ses mains comme un fruit mûr. Si son retour au pouvoir menace la classe ouvrière avec l'instauration d'un "Etat fort" encore plus musclé, les échéances actuelles de cette menace ont été fixées: 1986.

Mais, de plus en plus la pègre fasciste de Le Pen pose sa candidature au rôle d'auxiliaire indispensable à cette reprise de pouvoir par la "droite". Il faut être clair: chaque vote pour Le Pen est un vote pour le casage sanglant des grèves et la terreur raciste. L'ancien tortonnaire d'Algérie et ses nervis du Front national n'ont pas changé de couleur!

Ils essaient -- avec succès -- de peser sur le programme de l'opposition bourgeoise. Déjà Bariani, maire UDF du 20e arrondissement de Paris, propose de débattre

Suite page 7

Le jour J était en « vedette américaine »

Ce sont les Russes qui ont écrasé les nazis

Malgré tous ses efforts pour mobiliser la population américaine pour une guerre contre l'Union soviétique, Reagan n'a pas réussi à dissiper le "syndrome vietnamien". Et, en retournant sur les plages de Normandie où les troupes américaines ont débarqué le jour J, le 6 juin 1944, il a donc essayé de profiter de la gloire de la victoire américaine dans la Seconde Guerre mondiale. C'est la dernière guerre de l'impérialisme américain qui ait été populaire, et elle l'a été parce qu'elle avait été présentée comme une "guerre contre le fascisme", contre l'Allemagne nazie -- un authentique empire du mal qui avait transformé l'Europe en cauchemar totalitaire, exterminé le peuple juif, des millions de Slaves et d'autres peuples, étranglé toutes les organisations ouvrières et menacé de détruire l'Union soviétique, le premier Etat ouvrier du monde.

Une fois de plus, la classe dirigeante américaine essayait de s'attribuer le mérite d'avoir "vaincu le fascisme". A l'époque, c'était déjà un mensonge; c'en est toujours un. **Ce sont les Russes qui ont écrasé l'Allemagne nazie.** En fait, pendant la majeure partie de la guerre en Europe, il n'y avait pas de front Ouest digne de ce nom; comme le maréchal soviétique Oustinov le notait amèrement, jusqu'à l'invasion de 1944 presque 95% de toutes les troupes allemandes étaient engagées contre les Russes.

Mais, même si Reagan a rendu hommage du bout des lèvres aux 20 millions de citoyens soviétiques qui ont péri dans la guerre (les pertes américaines se montaient à 292 000), il s'est débrouillé pour transformer la cérémonie en manifestation anti-soviétique. "Plusieurs pays libérés ont été perdus", se lamentait-il dans son discours prononcé près d'Omaha Beach. Perdus pour qui? "La grande tristesse de cette perte trouve un écho jusqu'à nos jours dans les rues de Varsovie, de Prague et de Berlin-Est. Les troupes soviétiques qui sont venues au centre de ce continent ne sont pas parties quand est venue la paix", dit-il. Ces lamentations étaient vraiment toute la raison d'être des cérémonies du jour J.

Pour les impérialistes américains et britanniques, la Deuxième Guerre mondiale n'avait pas pour but l'écrasement du fascisme mais le partage du gâteau des profits capitalistes; pour cette "cause", ils souhaitaient ardemment qu'Hitler brisât la puissance de l'Union soviétique. Comme l'expliquait le sénateur (et plus tard président) Harry Truman en juin 1941, le lendemain de l'invasion de l'Union soviétique par Hitler: "Si nous voyons que l'Allemagne gagne la guerre, nous devrions aider la Russie; et si la Russie gagne, nous devrions aider l'Allemagne, et ainsi en laisser s'entre-tuer le plus possible" (cité dans John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment* [1982]). Le jour J fut ainsi retardé à plusieurs reprises par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans l'espoir que l'Allemagne nazie saignerait à blanc la Russie et vice versa.

L'OPERATION BARBAROSSA A SCÉLÉ LA FIN D'HITLER

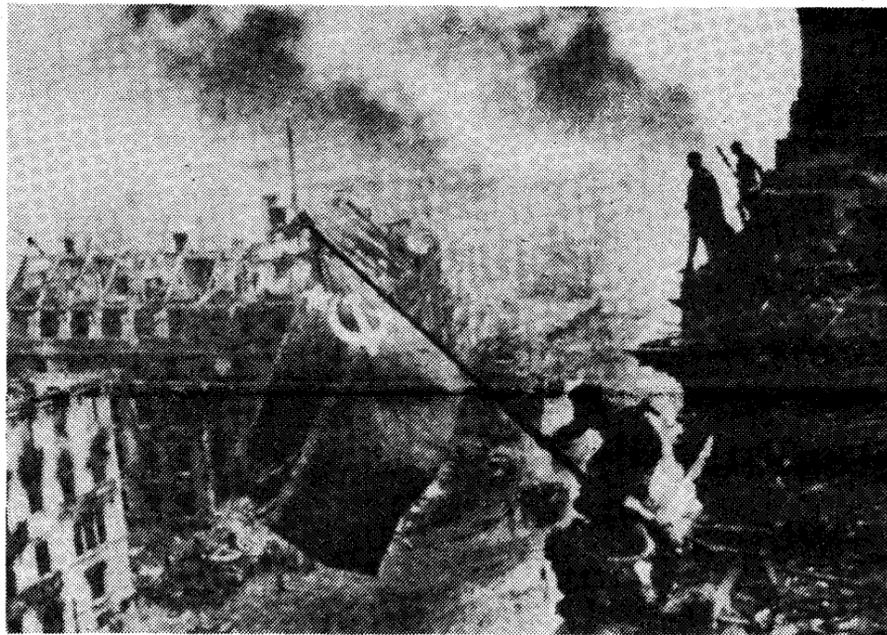
Cependant, la Russie a vaincu à elle seule l'Allemagne et réalisé une révolution sociale anticapitaliste, bien que bureaucratiquement déformée, en Europe de l'Est et en Europe centrale. Peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme occidental déclenchait la guerre froide pour "refouler" le communisme.

Aucun politicien impérialiste n'est aussi déterminé à atteindre cet objectif que Ronald Reagan.

L'affirmation que le jour J a été le "tournant" de la guerre est un mythe complet. Même si le débarquement en Normandie a été la plus importante opération amphibie jamais lancée, l'épine dorsale de l'armée allemande avait déjà été détruite sur le front Est, et en particulier dans les batailles de Stalingrad et de Koursk en 1943. Sur le front Est et seulement sur ce front s'est déroulée la lutte titanesque entre le fascisme, l'expression la plus barbare de l'agonie du capitalisme, et l'Etat soviétique qui tire ses origines de la Révolution bolchévique de 1917.

Le peuple soviétique a payé d'un prix terrible sa victoire sur le na-

des masses laborieuses soviétiques à défendre les acquis d'Octobre 1917 malgré Staline. Stalingrad a été le tournant historique de la Deuxième Guerre mondiale; ce fait a été reconnu plus tard même par des archi-anti-communistes comme Winston Churchill. Là, l'armée soviétique et la population de la ville luttèrent quartier par quartier, maison par maison, usine par usine. Le maréchal soviétique Vassili Chouikov, qui commandait les défenseurs de la ville, décrit plusieurs années après cette lutte monumentale: "Les autorités locales et des milliers d'habitants du quartier des usines aidaient la 62e armée autant qu'ils le pouvaient. Par exemple, à l'usine de tracteurs, jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire jusqu'au 14 octobre [1942], nos équipages de chars réparaient les chars



1er mai 1945, le drapeau soviétique est hissé sur le Reichstag. La fin de la bataille de Berlin consacrait la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie.

zisme. Quand Hitler déclencha l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique le 22 juin 1941, l'armée allemande se répandit dans le pays sur un front dévastateur de plusieurs milliers de kilomètres. Rien que pendant les trois premiers mois de cette offensive, les pertes soviétiques (tués et prisonniers) se montaient à trois millions de personnes! A la fin de l'année 1941, les armées allemandes campaient devant Leningrad, où était née en 1917 la Révolution bolchévique, et devant Moscou, la capitale soviétique.

La blitzkrieg d'Hitler faillit réussir parce que la défense de l'Union soviétique avait été minée et sabotée par la contre-révolution politique -- l'usurpation du pouvoir politique des mains de la classe ouvrière par la bureaucratie de Staline. Staline avait consolidé son régime bureaucratique dans les années trente par une série de purges sanglantes dans lesquelles furent tuées beaucoup des meilleurs officiers de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, le plus brillant général de la guerre civile de 1917-1921. Léon Trotsky, le commandant en chef de l'Armée rouge pendant la guerre civile, fut exilé à la fin des années vingt et finalement assassiné au Mexique en 1940 par un agent stalinien.

Staline avait compté sur les promesses de papier du pacte germano-soviétique de 1939 pour éviter la guerre. Même quand l'invasion était à l'évidence imminente, il essaya de prévenir l'attaque en ordonnant à ses forces armées de ne pas tirer sur les avions allemands. Ce qui sauva la situation, ce fut l'abnégation

avec l'aide des ouvriers, et aux ateliers Barrikady les ouvriers et nos artilleurs réparaient ensemble les canons" (Vassili J. Chouikov, *The Battle of Stalingrad* [1963]). L'armée allemande lançait assaut sur assaut contre les défenses soviétiques et, en octobre 1942, elle était arrivée à cent mètres des défenses de Chouikov. Finalement, le général Joukov lançait une contre-attaque massive et, en février 1943, le maréchal allemand Friedrich von Paulus capitulait avec ses troupes. Pour la première fois dans la guerre, une armée allemande tout entière (quelque 334 000 hommes) était détruite. Le mythe de l'"invincibilité" nazie avait été brisé, et c'est dans ce contexte qu'eut lieu cinq mois plus tard la bataille décisive de Koursk.

A Koursk, en juillet 1943, la crème de l'armée allemande, le corps des blindés, fut réduite en miettes au cours de la plus grande bataille de chars de l'histoire (3600 chars soviétiques contre 2700 chars nazis). Plus de 1300000 soldats soviétiques affrontèrent près d'un million de soldats allemands pendant plus d'une semaine dans une bataille titanesque qui décida du sort de la guerre.

Après Stalingrad et Koursk, l'Armée rouge entreprit son avance vers l'Ouest. En juin 1944, la plus grande partie de l'Union soviétique avait été libérée et les Russes se préparaient à pénétrer dans les pays occupés.

LE SECOND FRONT ET LE FRONT POPULAIRE

Pendant trois longues années, Staline réclama de ses alliés occidentaux l'ouverture d'un second front

pour soulager la pression sur l'Union soviétique. Cela faisait partie de la stratégie de "front populaire" -- compter sur la bonne volonté des impérialistes "démocratiques" de Washington et de Londres. Au nom de la "guerre contre le fascisme", les staliens du Parti communiste américain soutinrent l'envoi par Roosevelt des Américains d'origine japonaise dans des camps de concentration, s'opposèrent à toutes les grèves (le dirigeant du PC William Z. Foster essaya même de prendre la tête d'un mouvement pour la reprise du travail pendant la grève des mineurs de 1943) et dénoncèrent les efforts pour éliminer le racisme dans les forces armées.

Mais la classe dirigeante américaine avait l'intention de faire son entrée sur le théâtre européen tout à la fin, comme elle l'avait fait pendant la Première Guerre mondiale, et de dicter ses conditions à toutes les puissances européennes ravagées par la guerre, à ses alliés tout autant qu'aux puissances de l'Axe.

"Qui aura Berlin?" C'est là que se trouvent les origines du jour J -- la course à Berlin et à l'Allemagne, la clé de l'Europe. Ce fut la rapidité imprévue de la progression de l'Armée rouge en Europe de l'Est et Europe centrale, et non un quelconque désir d'en finir avec Hitler, qui détermina la date du jour J. Le second front fut ouvert non pour sauver l'Union soviétique mais pour sauver de l'Union soviétique les intérêts impérialistes. L'impérialisme US voulait dominer toute l'Europe; la victoire soviétique l'en a empêché.

Alors que les staliens réclamaient à cor et à cri une invasion de l'Europe continentale par les Américains et les Britanniques, les trotskystes se rendaient compte que la victoire de l'Amérique de Roosevelt dans la Deuxième Guerre mondiale renforcerait énormément le pays impérialiste le plus puissant du monde. Début 1942, peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis, James P. Cannon, le dirigeant du Socialist Workers Party (SWP) alors trotskyste, définissait la position révolutionnaire sur la Deuxième Guerre mondiale au moment même où Roosevelt s'apprêtait à le jeter en prison, lui et les autres dirigeants du SWP, en invoquant le Smith Act: "Les considérations qui ont déterminé notre attitude envers la guerre jusqu'à l'ouverture des hostilités entre les Etats-Unis et les puissances de l'Axe restent applicables à la nouvelle situation. Nous considérons que cette guerre, pour ce qui est de toutes les puissances impérialistes qui y sont engagées -- l'Allemagne et la France, l'Italie et la Grande-Bretagne --, est une guerre impérialiste.

"Cette caractérisation de la guerre a été pour nous déterminée par le caractère des Etats qui y sont engagés. C'étaient tous les Etats capitalistes à l'époque de l'impérialisme, des Etats eux-mêmes impérialistes -- opprimant d'autres nations ou d'autres peuples -- ou des satellites de puissances impérialistes. L'extension de la guerre au Pacifique et l'entrée officielle en guerre des Etats-Unis et du Japon n'ont rien changé à cette analyse fondamentale. "Cette caractérisation de la guerre ne s'applique pas à la guerre de l'Union soviétique contre l'impérialisme allemand. Nous, faisons une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et ses alliés 'démocratiques'. Nous défendons l'Union soviétique. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, bien que dégénéré sous le régime politique totalitaire de la bureaucratie du Kremlin. Seuls des traîtres peuvent refuser de soutenir l'Etat ouvrier soviétique dans sa guerre contre l'Allemagne fasciste. Défendre l'Union soviétique, malgré Staline et contre Staline, c'est défendre la propriété nationalisée instaurée par la révolution d'Octobre. Celle-là est une guerre progressiste" ("A Statement on the War", *Fourth International*, janvier 1942 [souligné dans l'original]). Aujourd'hui, alors que l'Amérique de Reagan est en train de préparer une opération Barbarossa nucléaire contre l'Union soviétique, nous, trotskystes, nous plaçons fermement, sur la barricade, du côté de la défense des acquis d'Octobre. Adapté de Workers Vanguard n°357

Hystérie antisoviétique

Les traîtres Sakharov doivent être jugés!

6 juillet -- Le 21 juin dernier, Mitterrand prenait la parole devant les dirigeants soviétiques lors du dîner officiel donné en son honneur au Kremlin; ce fut pour se livrer à une diatribe antisoviétique sans précédent dans les annales de la diplomatie. Toutes les grandes causes de l'"anti-totalitarisme" y passèrent: la Pologne, l'Afghanistan, le Cambodge et "le cas du professeur Sakharov", cité comme exemple d'"entrave à la liberté" (*le Monde*, 23 juin).

En France même, le battage anti-communiste autour du "martyr" de Gorki atteignait à ce moment son apogée. Le 27 juin, le député UDF Madelin, ex-nervi fasciste, invitait la belle-soeur de Sakharov à l'Assemblée nationale, où elle fut généreusement applaudie. Seuls députés du PCF refusèrent de se joindre à cette union sacrée antisoviétique, ce qui est tout à leur honneur. (Hélas! leur opposition à la guerre froide ne va pas plus loin que des actes symboliques.) Mais toute cette hystérie et toutes les "rumeurs" propagées sur la mort de Sakharov n'ont pas empêché l'"affaire" de s'être aujourd'hui dégonflée comme la baudruche qu'elle était.

Comment expliquer l'arrogance tranquille avec laquelle Mitterrand s'est livré à cette provocation caractérisée (parmi d'autres)? Elle a d'abord été favorisée par la politique conciliatrice des staliniens soviétiques qui, dans leur quête sans fin de la "détente" avec les pays impérialistes "pacifiques", cherchent aujourd'hui à jouer les dirigeants ouest-européens contre Reagan. Ainsi la *Pravda* écrivait-elle après la visite de la délégation française: "La visite française à Moscou montre que, malgré tous ses efforts pour écraser de tout son poids ses partenaires de l'OTAN, Washington ne réussit pas à les priver totalement de leur indépendance et de leur aspiration à consolider leurs liens avec l'URSS [sic]" (*le Monde*, 26 juin). Mais surtout, Mitterrand est arrivé à Moscou à cheval sur un Pershing: chaud partisan de l'installation des missiles américains en Europe, il estime qu'il est le mieux qualifié pour exploiter au niveau politique et diplomatique le rapport de force créé par ces armes de première frappe à huit minutes de vol de Moscou.

Les gestionnaires sociaux-démocrates de l'Etat impérialiste français estiment aussi qu'ils sont mieux placés que le cow-boy thermonucléaire Reagan pour donner des leçons de "démocratie" aux Russes. Ne dénoncent-ils pas aussi l'apartheid et Pinochet? En fait, ces "démocrates" deviennent étrangement silencieux quand il s'agit de tous ceux qui croupissent dans les geôles des régimes sanguinaires que "la France des droits de l'homme" soutient, arme et protège en Afrique, au besoin en envoyant la soldatesque coloniale y rétablir la "stabilité" et la "démocratie". Mais il n'y a aucune hypocrisie dans le soutien de Mitterrand, de la droite et du PS à Sakharov, qui est un traître à son pays et à la révolution d'Octobre. Sakharov a sans conteste rendu de grands services à l'Union soviétique en développant sa capacité de défense contre la domination nucléaire des impérialistes, ce pourquoi il a été largement récompensé. Aujourd'hui,

il fait activement campagne pour le développement d'un armement nucléaire de première frappe pour les Etats-Unis et pour le chantage au boycott des importations de céréales contre le peuple soviétique. Nous disons: jugez les traîtres Sakharov-Bonner!

LE COMLOT SAKHAROV

Les propagandistes impérialistes prétendaient que Sakharov faisait la grève de la faim pour obtenir un traitement médical en Occident pour sa femme; mais les déclarations ne précisent pas ce qui ne va pas avec la santé de Madame Bonner; ils ne font que quelques allusions à des problèmes cardiaques et n'indiquent pas où elle doit se faire soigner. (Les Soviétiques insistent que Madame Bonner, qui a accès aux meilleures cliniques de Gorki et à l'hôpital central de l'Académie des sciences soviétique, n'a aucun besoin de traitement médical à l'étranger.) Le 30 mai, l'agence Tass démentait que Sakharov faisait une grève de la faim et déclarait qu'"il prend ses repas régulièrement et a une activité normale". Quant à Madame Bonner, "elle n'est pas hospitalisée, s'active à la maison et tape à la machine à longueur de journée". Tass ajoutait malicieusement que ce qu'elle écrit va droit à l'ambassade américaine de Moscou.

Les Soviétiques réitéraient leurs accusations selon lesquelles toute cette histoire n'a rien à voir avec la santé de Madame Bonner, mais fait partie d'un complot avec l'ambassade américaine où Madame Bonner demanderait l'asile politique pendant que Sakharov fait la grève de la faim. Les Etats-Unis ont d'abord poussé de hauts cris et déclaré que l'histoire du complot était montée de toutes pièces. Mais, le 18 mai, Washington a reconnu que les copies des lettres d'Elena Bonner à l'ambassade américaine donnant un plan détaillé de la grève de la faim et de l'asile temporaire d'Elena Bonner avaient été trouvées dans une voiture de l'ambassade américaine. Il a aussi été confirmé que des personnalités de l'ambassade ont des contacts directs et réguliers avec Elena Bonner et que le 12 avril, lorsqu'on a trouvé les lettres, les diplomates américains l'avaient reconduite à une gare de Moscou où elle prit un train pour Gorki.

Ce qui se cache derrière l'écran de fumée sur la santé de Madame Bonner, c'est que le couple Sakharov essaie depuis un an d'émigrer à l'Ouest. Le 12 mai 1983, le *New York Times* avait rapporté que Elena Bonner avait dit à des journalistes occidentaux que le couple se préparait à émigrer pour mettre fin à "l'existence de cauchemar" qu'ils mènent depuis que Sakharov a été exilé à Gorki en 1980. Mais Tass déclarait alors: "Il a été souligné à plusieurs reprises dans la presse soviétique qu'étant donné son activité scientifique, Sakharov est quelqu'un qui est en possession d'importants secrets d'Etat et secrets militaires. C'est pour cette raison et dans l'intérêt de la sécurité nationale qu'il est privé du droit d'émigrer. Cette interdiction est inscrite dans la loi soviétique et est un droit souverain pour tout Etat."

Imaginez un peu ce qui se passerait,

pour faire une comparaison, si un éminent physicien israélien travaillant sur l'armement nucléaire de cet Etat, demandait l'asile politique à la Syrie! Lorsque les atomistes Alfred Savant et Joel Barr quittèrent les Etats-Unis au moment où faisait rage la chasse aux sorcières contre les Rosenberg, on les accusa d'espionnage sans aucune preuve. De plus, les secrets militaires précis dont Sakharov a connaissance, sa familiarité avec le système de défense soviétique basée sur vingt ans de travail au niveau le plus élevé de l'industrie militaire soviétique, seraient un apport inestimable pour les impérialistes. Même le *New York Times*

coup de publicité. Et, en janvier 1980, Sakharov émergea vraiment comme le chouchou des impérialistes lorsqu'il appela au boycott des Jeux olympiques de Moscou et demanda à l'Occident de prendre des mesures pour forcer les Soviétiques à retirer leurs troupes d'Afghanistan. Un journaliste occidental rapporta que les Sakharov se plaignaient de la "mollesse des Etats-Unis en face du totalitarisme soviétique". C'est à ce moment-là que le Kremlin, mécontent que Sakharov ait laissé filtrer des secrets militaires lors de ses innombrables bavardages avec les journalistes occidentaux, lui a enlevé toutes ses décorations et l'a mis en résidence surveillée à Gorki.

Mais c'est la lettre ouverte de Sakharov dans le numéro d'été 1983 de *Foreign Affairs* qui a vraiment montré toute la perfidie traître de ce contre-révolutionnaire. Sakharov s'est prononcé en faveur des plans de Reagan pour la construction de missiles MX, armes de première frappe contre l'URSS, ainsi que pour le déploiement des Pershing-2 et missiles de croisière en Europe. Cela le met à la droite du courant majoritaire du Parti démocrate américain. "S'il est nécessaire de dépenser quelques milliards de dollars pour des missiles MX afin de changer la situation, c'est peut-être ce que l'Occident doit faire" écrit-il, argumentant que les impérialistes doivent poursuivre la course aux armements pendant "dix ou quinze ans". Cela représente une aide concrète à l'ennemi. Reagan a utilisé l'article de Sakharov pour gagner la majorité



Elena Bonner et Andrei Sakharov étaient déjà des vedettes de la croisade des droits de l'homme de Carter

reconnaît que Sakharov est en possession d'informations qui sont "vraisemblablement toujours d'une valeur très importante pour les gouvernements étrangers".

CHANTAGE NUCLEAIRE

Les agences de propagande anti-soviétique aiment beaucoup publier les appels de Sakharov à l'intelligentsia occidentale. En 1975, il reçut le Prix Nobel de la paix, ce qui n'a évidemment rien à voir avec la paix. C'est plutôt une récompense pour hauts faits dans la campagne de guerre antisoviétique, comme l'a démontré le prix décerné deux ans plus tôt au criminel de guerre Henry Kissinger. Les médias bourgeois ont un faible pour Sakharov, car il passe mieux qu'un admirateur du tsar comme Soljenitsyne qui pense que les maisons ne doivent pas avoir plus d'un étage, chante les louanges des Cent-Noirs auteurs de pogromes et fustige la "décadence de l'Occident". Mais en fait, Sakharov est devenu tellement réactionnaire ces dernières années qu'il a des idées tout aussi antisoviétiques que ceux qui veulent un retour à l'obscurantisme de l'Eglise orthodoxe russe et au temps du règne absolu du knout et de l'autocratie tsariste.

Cela fait longtemps que Sakharov est le "dissident" favori des impérialistes. Carter était à peine au pouvoir depuis quelques semaines que déjà Sakharov était devenu la vedette de la croisade des droits de l'homme des Démocrates. Aux mises en garde tonitruantes du département d'Etat succéda une lettre "personnelle" de Carter à Sakharov qui reçut beau-

du Congrès en faveur des MX. L'objectif de ces missiles est de donner aux Américains la possibilité de s'engager dans le chantage nucléaire, de détruire totalement les principales villes soviétiques et l'Etat soviétique lui-même. Le couple Sakharov doit être jugé pour trahison!

La répression sanguinaire du régime de Staline est une question du passé. Aujourd'hui, les opposants politiques sont fréquemment envoyés à la camisole de force et au cauchemar des tranquillisants dans les hôpitaux psychiatriques. Certains, comme l'éminent historien soviétique Roy Medvedev, sont isolés du monde avec des flics devant leur porte 24 heures sur 24. Nous trotskystes, dont les prédécesseurs ont été la première cible de la campagne de calomnies, de la répression et des assassinats politiques de Staline, nous sommes bien placés pour savoir que la bureaucratie du Kremlin ne connaît que les méthodes de procès truqués, intimidations stupides, calomnies antisémites et autres techniques meurtrières. Mais notre opposition communiste à la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique est basée sur une défense sans faille des acquis de la révolution d'Octobre. Nous insistons que l'URSS a le droit de prendre les mesures nécessaires à sa défense. Pourtant, en dernière analyse, c'est la bureaucratie elle-même -- par sa conciliation avec l'impérialisme et sa politique de "coexistence pacifique" -- qui met le plus en danger la défense de la révolution d'Octobre.

Les staliniens décrivent le plus souvent les dissidents comme des agents de l'impérialisme. Effective-

Suite page 6

Le drapeau raciste du Sud ne flottera plus à San Francisco!

Nous avons brûlé le drapeau de l'esclavage

A San Francisco, Richard Bradley, revêtu de l'uniforme porté par les soldats du Nord pendant la guerre civile américaine [la Guerre de Sécession], a gravi à deux reprises un mât de quinze mètres de haut dressé au Civic Center pour en arracher le drapeau sudiste -- le drapeau de l'esclavage -- qui a flotté sur cette ville pendant trop d'années. Il n'y flotte plus. Bradley, un membre de la Spartacist League (SL), section américaine de la tendance spartaciste internationale, et de la Labor Black League for Social Defense, a déchiré et brûlé ce drapeau une première fois le 15 avril. L'assistance, composée de Noirs, de syndicalistes et de socialistes, applaudit avec enthousiasme quand fut brûlé le symbole haï du racisme et de la terreur du Ku Klux Klan. Nos camarades distribuèrent une déclaration qui soulignait que "la question du drapeau sudiste a été tranchée par le fer et le sang dans la guerre civile. [...] En déchirant aujourd'hui le drapeau sudiste, nous commémorons le 119e anniversaire de la reddition du Sud qui eut lieu en avril 1865 à Appomattox".

L'assistance chanta "John Brown's Body" et reprit: "Le drapeau sudiste ne flotte plus! Il est temps d'achever la guerre civile!" Mais la police arrêta Bradley, inculpé de "vandalisme"; et Dianne Feinstein, maire de San Francisco et membre du Parti démocrate, qui s'était déjà distinguée par ses attaques contre les syndicats, ordonna que le drapeau soit remis en place, prétendant qu'il était "historique". Et donc Bradley et la Spartacist League, qui s'étaient engagés à ce que "ce drapeau ne flotte plus", revinrent l'arracher le 16 avril, quelques heures à peine après que Feinstein l'eut fait remettre en place. Bradley fut à nouveau arrêté, cette fois par treize flics blancs qui avaient appelé les pompiers pour essayer de le déloger du mât.

Aux yeux de Feinstein et des flics, Bradley était un criminel pour avoir déchiré l'emblème du Sud esclavagiste, mais dans la région de San Francisco il était devenu un héros. Il ne pouvait entrer dans un bar ou un restaurant sans que quelqu'un ne lui offre un verre ou un repas. La télévision, la radio et la presse avaient rendu cette affaire vraiment célèbre dans toute la ville -- forçant même l'arrogante "Lady Di" à reculer.



San Francisco, le 15 avril: Richard Bradley arrachait le symbole de l'esclavage et du racisme.

Le 18 avril, le *San Francisco Examiner* titrait: "Feinstein décide que le drapeau de Dixie [le Sud] ne flottera plus."

Le procès intenté à Bradley par le District Attorney [procureur général] pour "vandalisme" s'ouvrit le 29 mai. Bradley avait auparavant déclaré: "Je suis prêt pour un procès et j'exige un procès sur ces accusations: Je pense que ce sera très

révélateur, et peut-être même quelque peu distrayant." Et pendant le procès il mit au coeur de sa défense l'égalité que la guerre civile faisait espérer aux Noirs et qui n'est toujours pas atteinte. Les remarques préliminaires de maître Valerie C. West, l'avocat de Bradley, posaient ces questions cruciales: "[...] nous savons tous ce qu'est le vandalisme, et ça n'a rien à voir avec ce qui s'est passé dans cette affaire [...]. Nous montrons que toute sa vie il [Bradley] s'est battu pour l'intégration et contre la terreur raciste. Qu'il est devenu un socialiste parce qu'il pense que le racisme est né de l'esclavage, qu'il est entretenu par le capitalisme, qu'on ne pourra y mettre fin qu'avec le socialisme et qu'on le fera."

La défense établit que le maire avait personnellement ordonné que soit décroché le drapeau du Nord, réplique du drapeau aux 33 étoiles de la garnison de Fort Sumter, offert par la Spartacist League à la ville pour remplacer le drapeau sudiste, et qu'il avait ensuite été réduit en lambeaux et jeté. (L'attaque de cette position du Nord par les forces sudistes et sa reddition, le 14 avril 1861, marquèrent le début de la guerre civile; après la défaite du Sud, quatre ans après, le drapeau de la garnison fut hissé à nouveau, par ordre spécial du président Lincoln.) Le 4 juin, huit des douze jurés, dont un seul Noir, se prononcèrent

pour l'acquiescement; plus tard, l'un d'eux serra la main de Bradley en lui disant: "Je l'aurais fait si j'avais eu assez de cran"; il fit don de vingt dollars à la défense et s'abonna à *Workers Vanguard*, le journal de la SL/US!

Après cette humiliante défaite, le District Attorney se dépêcha -- malgré les protestations de Bradley et de West -- d'abandonner les poursuites engagées contre Bradley pour avoir fait flotter le drapeau du Nord; il voulait ainsi échapper à un second procès qui aurait été, encore plus directement que le premier, celui de Feinstein et de l'administration municipale démocrate.

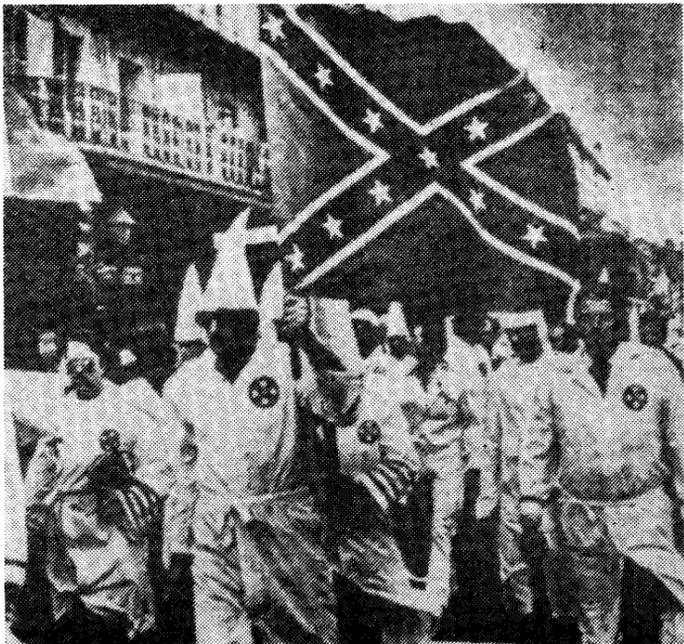
Le fait que le drapeau de l'esclavage ne va plus flotter n'est pas seulement une victoire pour les Noirs et tous les gens décents de San Francisco, c'est une défaite pour le KKK et autres racistes. Le "stars and bars" (le premier drapeau de l'oligarchie esclavagiste) était en 1861 un appel aux armes, et le drapeau sudiste l'est aussi aujourd'hui pour les tueurs des groupes paramilitaires comme le KKK et les nazis.

POUR UNE TROISIEME REVOLUTION AMERICAINE!

On présente souvent à tort la guerre civile comme simplement une guerre entre les "Yankees" et le Sud. Mais la guerre civile fit partie de la révolution américaine -- la seconde révolution américaine, un conflit irréductible entre des systèmes sociaux. Karl Marx avait bien compris le caractère de cette guerre et, dans une lettre adressée au président Abraham Lincoln lors de sa réélection en 1864, il écrivait: "Si le mot d'ordre modéré de votre première élection fut la résistance au pouvoir des esclavagistes, le cri de guerre triomphant de votre seconde élection est: mort à l'esclavage! [...]"

"Tant que les ouvriers, véritable force politique du Nord, ont permis à l'esclavage de souiller leur propre république, tant que devant le nègre qui avait un maître et était vendu sans son consentement, ils se sont targués du haut privilège des ouvriers blancs de se vendre eux-mêmes et de choisir leur maître, ils n'ont pas été capables d'obtenir la vraie liberté du travail ni d'accorder à leurs frères d'Europe un soutien dans leur propre lutte de libération; mais cet obstacle sur le chemin du progrès est renversé maintenant par la marée sanglante de la guerre civile."

Comme le dit la déclaration de nos camarades américains, l'objectif est d'achever la guerre civile: "Nous nous réclamons de la tradition des combattants anti-esclavagistes John Brown et Frederick Douglass. Pour terminer les tâches démocratiques inachevées de la guerre civile, nous nous tournons vers la classe ouvrière multiraciale américaine [...]. En avant vers la troisième révolution américaine, une révolution prolétarienne dirigée par un parti d'avant-garde trotskyste dont une partie importante de la direction sera noire. Achevons la guerre civile -- Pour la libération des Noirs dans une Amérique ouvrière!"



Les terroristes racistes du KKK paradedent avec leur bannière: le drapeau du Sud, symbole de l'esclavagisme.

UPI

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder (réalisation), William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)

• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



Le mois dernier a vu l'affrontement de quelque deux cent mille ouvriers de l'automobile, en grève ou lock-outés contre le puissant patronat ouest-allemand.

Hill/DPA

La lutte des métallos allemands

L'article ci-dessous est basé sur un supplément à Spartakist, daté du 24 mai et distribué par nos camarades de la Troztkistische Liga Deutschlands durant le combat de géants qui a opposé le puissant IG Metall au non moins puissant patronat ouest-allemand. Depuis, les bureaucrates syndicaux ont réussi à enrayer une grève qui, par bien des aspects, leur avait échappé. Le compromis honteux était inscrit dans la politique des dirigeants traîtres du prolétariat allemand; mais il n'empêche que la force gigantesque qui a été mise en branle laissera des traces profondes dans l'avenir. Les métallos n'ont pas été vaincus, seulement trahis. Leurs forces restent intactes. Ce qui est posé, c'est la question d'une nouvelle direction révolutionnaire qui se forgera au cours de ces assauts titanesques de la classe ouvrière la plus puissante d'Europe occidentale. Ces luttes ne manqueront pas de se produire.

"Arnold Lutsch dit qu'il a atteint un point de non-retour.

"Pendant quatre ans son revenu réel s'est amenuisé. Beaucoup de ses amis ont perdu leur travail. Il vit dans la peur qu'un robot lui prenne son travail.

"Je ne vais pas finir dans la poubelle sans me battre" dit-il" (Wall Street Journal, 30 mai).

C'est ainsi que parle un métallurgiste allemand combatif, ouvrier dans une grande usine Mercedes-Benz. A la mi-mai, quand les métallos du Bade-Wurtemberg ont voté la grève à 80%, ils ont éclaté en applaudissements et chanté l'Internationale. Depuis, le conflit s'est approfondi de jour en jour. Près d'un demi-million d'ouvriers sont en grève ou lock-outés. Ce sont les plus longues grèves qu'ait connues l'Allemagne depuis la fondation de la République fédérale en 1949. La semaine dernière, Ford, le seul fabricant automobile qui maintenait une activité, a fermé. L'automobile -- un des plus importants secteurs de l'industrie ouest-allemande -- est virtuellement paralysée, de Brême au Nord à Munich au Sud, de Worth en Rhénanie à Wolfsburg en Basse-Saxe. Pendant longtemps regardée comme le noyau stable de l'Europe de l'OTAN, l'Allemagne de l'Ouest pourrait bien être à la veille de la plus grande lutte de classe de ses 35 ans d'existence.

C'est déjà le conflit industriel le plus violent des dernières décennies. Dans plusieurs villes, y compris Hambourg, Stuttgart, Cologne et Coblenze, les jaunes soutenus par les flics ont attaqué des ouvriers imprimeurs grévistes, en envoyant plusieurs à l'hôpital. A Stuttgart, un camion de livraison d'un jaune a foncé sur le piquet de grève d'une imprimerie, écrasant un responsable syndical. Des ouvriers imprimeurs en colère, et aussi des métallos venus de toute la ville, se sont rués à l'imprimerie pour prévenir d'autres cassages de grève.

La classe ouvrière ouest-allemande comprend instinctivement que ce n'est pas une lutte seulement contre les patrons, mais aussi contre le régime de droite chrétien-démocrate (CDU) de Kohl/Strauss. Le 28 mai, 200 000 syndiqués ont défilé à Bonn

réclamant la semaine de 35 heures et une indemnité de chômage pour les ouvriers lock-outés. Une semaine plus tard, 30 000 ouvriers des usines et syndicats principaux du nord de l'Allemagne répondirent à l'appel pour une manifestation de solidarité avec les métallos et les ouvriers imprimeurs en lutte. Le 16 juin, 20 000 ouvriers des compagnies aériennes, des journaux et du commerce de détail firent une grève d'avertissement de 24 heures, revendiquant des augmentations de salaires et une diminution des heures de travail. Quand les patrons menacèrent, de lock-outer les métallos de Bavière, centre des industries d'armement et d'électronique connexe, la confédération syndicale DGB dominée par la social-démocratie brandit le spectre

des plans concoctés par les bureaucrates réformistes tournent souvent court. Pendant la récente crise mondiale, l'industrie automobile ouest-allemande a adopté le système japonais qui consiste à ne pas stocker de pièces détachées. Après quelques jours, les usines automobiles dans tout le pays se sont trouvées à court d'approvisionnement et ont commencé à fermer.

Le gouvernement CDU a soutenu directement ce lock-out massif et l'office fédéral du travail a refusé d'accorder aux ouvriers de l'automobile l'indemnité de chômage de courte durée à laquelle ils ont légalement droit. Un bureaucrate de l'IG Metall exprima son indignation: l'action du gouvernement est "une violation claire de la neutralité au détriment du syndicat". Seul un social-démocrate allemand pouvait croire que l'Etat capitaliste financerait une interruption majeure de la production. Une bataille sérieuse avec les patrons demande des sacrifices. Les ouvriers allemands le savent et y sont préparés.

Après les lock-outs en masse dans l'automobile et la provocation du gouvernement Kohl/Strauss, les patrons allemands devraient se trouver confrontés à une grève générale. La Troztkistische Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la ten-

du temps de travail sans perte de salaire, pour partager le travail existant avec tous ceux qui cherchent un emploi. Mais cette revendication, parfaitement raisonnable et nécessaire pour en finir avec le chômage, n'est pas plus réalisable sous le capitalisme que l'abolition de la guerre impérialiste. Au lieu de faire pression pour remettre au pouvoir le SPD, gérant loyal de l'exploitation capitaliste, ce qu'il faut c'est une lutte de classe révolutionnaire pour un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie.

La revendication de la TLD pour les 30 heures payées 40 a rencontré l'enthousiasme de ces ouvriers qui constituent l'armée de réserve industrielle: ouvriers immigrés, femmes et jeunes. Le capitalisme allemand a utilisé ces couches comme amortisseur pour ses crises cycliques. Mais la crise actuelle a jeté des secteurs stratégiques entiers du prolétariat ouest-allemand dans les rangs des chômeurs permanents. L'unité ouvrière internationale doit être forgée en combattant les attaques chauvines contre les immigrés, et spécialement les ouvriers turcs. La TLD revendique les pleins droits de citoyenneté pour tous les ouvriers immigrés, reconnaissant que: "Un parti révolutionnaire ne peut être construit en Allemagne occidentale que s'il réussit à organiser les ouvriers immigrés de différentes nationalités -- qui constituent environ un sixième du prolétariat industriel -- et les ouvriers allemands pour la lutte commune."

**Echelle mobile des salaires
et des heures de travail !
Aucune illusion dans le SPD !
Pour un gouvernement ouvrier !**

**LES BRADAGES
SOCIAUX-DEMOCRATES
MENACENT LA LUTTE**

Ce n'est pas la première fois que la bureaucratie de l'IG Metall a avancé la revendication de la semaine de 35 heures. Quand les ouvriers ouest-allemands, en 1979, s'agitèrent contre les licenciements en masse, les bonzes du syndicat détournèrent leur colère en une campagne de pression pour une semaine de travail réduite. C'était sous un gouvernement SPD. Aucun doute que les bonzes syndicaux avaient quelque chose de similaire en tête cette fois-ci. Mais aujourd'hui avec les chrétiens-démocrates au pouvoir et les ouvriers ouest-allemands confrontés à un chômage massif pour la première fois depuis des dizaines d'années, l'humeur de la classe ouvrière a dramatiquement changé. Après l'éviction du SPD par le coup d'Etat parlementaire de l'automne 1982, des centaines de milliers d'ouvriers ont manifesté dans les rues contre le régime Kohl/Strauss. Un an plus tard, en septembre 1983, les ouvriers combattifs des chantiers navals confrontés à des licenciements

d'une grève générale. Les patrons firent machine arrière, et le gouvernement Kohl, qui auparavant encourageait les lock-outs, demande maintenant publiquement aux employeurs de ne pas les étendre.

Cette situation explosive menace d'échapper au contrôle des dirigeants sociaux-démocrates du syndicat des métallos, l'IG Metall, le plus grand syndicat du monde capitaliste. A la mi-mai, ils ont commencé une grève sélective des usines de pièces détachées pour l'automobile dans le très industriel Bade-Wurtemberg, comme tactique de pression pour une réduction de la semaine de travail. Comme l'expliquait un porte-parole de l'IG Metall: "Nous avons délibérément commencé cette grève sur une petite échelle pour laisser aux employeurs la possibilité de maintenir les dégâts à un bas niveau, au travers des négociations" (Der Spiegel, 21 mai). Mais les plus finauds

dance spartaciste internationale, a appelé à l'occupation des usines pour obtenir une semaine de 30 heures payées 40. Les 250000 membres de l'IG Metall doivent rejoindre la grève des ouvriers de l'automobile et de l'imprimerie. La grève doit être étendue aux autres secteurs clés frappés par les licenciements de masse: les charbonnages, les aciéries, les chantiers navals. Des comités de grève élus doivent se substituer aux dirigeants bureaucratiques, et des milices de défense organisées par les syndicats doivent protéger les piquets de grève. Occupez les usines, lock-outez les patrons et fermez les grilles! Il faut frapper à l'endroit le plus sensible, leur propriété "sacrée" des moyens de production, et poser ainsi tout net la question: quelle classe doit diriger?

Les ouvriers allemands doivent lutter pour une échelle mobile des heures de travail, pour une réduction

Suite page 6

La lutte des métaux...

Suite de la page 5

ments massifs ont occupé les sites de Brême et de Hambourg. Déjà, les métaux, en se mettant en grève pour la réduction du temps de travail, ont forcé la main aux bureaucrates et sont allés au-delà des plans initiaux qui prévoient des grèves tournantes. Les employeurs ont rompu les négociations à plusieurs reprises.

Une lutte pour élargir et approfondir cette grève est nécessairement une lutte contre les dirigeants réformistes du syndicat et du SPD. Mayr, le dirigeant traître des métaux, a promis aux patrons que "l'IG Metall n'a pas prévu d'autoriser d'autres votes sur la grève pour résoudre le problème par l'élargissement du front de grève" (*Frankfurter Rundschau*, 22 mai). Mayr et Cie ne sont pas à l'aise dans les piquets de grève, ils préfèrent avoir une main sur la Constitution ouest-allemande et l'autre sous la table de négociation. Les bureaucrates de l'IG Metall passeraient rapidement un accord pour une réduction *bidon* de la semaine de travail telle que la semaine de 39 heures introduite par les sociaux-démocrates de Mitterrand en France. En plus, Mayr déclare que la revendication de l'IG Metall "ne signifie pas des augmentations de salaire correspondant à la diminution du temps de travail". Les plans des bureaucrates se résument à une escroquerie impliquant une *diminution* de salaire liée à un accroissement de productivité (sans parler de la perte en salaire réel à cause de l'inflation)!

Mais un bradage sur cette base n'est peut-être pas si facile à réaliser. La campagne pour la semaine de 35 heures sans perte de salaire a éveillé la haine de la classe ouvrière allemande pour le régime de Kohl/Strauss et leur peur profonde, ancrée, du chômage massif. En même temps, la semaine de 35 heures, que les bureaucrates présentent comme la panacée contre le chômage, est totalement inadéquate pour la situation qu'affronte la classe ouvrière ouest-allemande. Selon la propagande réformiste la plus optimiste, 700 000 futurs chômeurs pourraient être évités et 700 000 nouveaux emplois créés. Dans le meilleur des cas,

ça veut dire qu'il y aurait toujours deux millions de chômeurs!

POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE!

Les capitalistes peuvent être forcés d'accorder la semaine de 35 heures, sans parler de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, uniquement lorsque la classe ouvrière pose la question du *pouvoir*. En Italie par exemple, ce fut l'"automne chaud" de 1969 -- quand les ouvriers ont pris les usines dans toute la ceinture industrielle, créant ainsi une situation explosive prérévolutionnaire -- qui permit de gagner la *scala mobile*, liant automatiquement les salaires au coût de la vie. Bien sûr, sous le capitalisme de tels acquis arrachés dans la lutte sont toujours réversibles. Et aujourd'hui le régime du "socialiste" de l'OTAN, Craxi, est en train d'essayer de détruire l'indexation des salaires.

En Allemagne de l'Ouest, comme dans le reste de l'Europe capitaliste, la crise du début des années 80 a créé des conditions qu'on n'a pas vues depuis les années terribles de l'immédiat après-guerre. Aujourd'hui, après un an (ou à peu près) d'un modeste redressement, le chômage en Allemagne de l'Ouest est toujours au-dessus de neuf pour cent, un niveau inconnu depuis la dévastation et le chaos de 1945-48. Aiguillonnée par la peur d'une autre crise cyclique et déterminée à récupérer ce qu'elle a perdu, au moment où les affaires reprennent, la classe ouvrière dans toute l'Europe occidentale a l'esprit combatif. Il y a eu "un printemps chaud" de lutte de classe dans tous les principaux pays du Marché commun -- les grèves des ouvriers de la métallurgie et de l'imprimerie en Allemagne de l'Ouest, la résistance explosive des ouvriers de l'automobile et de la sidérurgie à la politique d'austérité de Mitterrand en France, la grève combattive des mineurs dans l'Angleterre de Thatcher et les batailles pour défendre la *scala mobile* en Italie. Ce qu'il faut, c'est une unité prolétarienne internationale en lutte -- spécialement des actions de solidarité gréviste par-dessus les frontières nationales -- contre le Marché commun de l'Europe de l'OTAN!

Le besoin d'une lutte ouvrière internationale et l'irrationalité destructrice du capitalisme ne sont nulle part plus clairs que dans la sidérurgie.

Pendant des années, elle a été victime d'une surproduction et d'une surcapacité mondiales. Résultat: des régions industrielles entières vivant de la production de charbon et d'acier ont été détruites: la Sarre et la Ruhr en Allemagne de l'Ouest, la Lorraine en France, les Galles du Sud en Grande-Bretagne. Des vies innombrables de sidérurgistes et de leurs familles ont été détruites. Le Marché commun protectionniste a ordonné le démantèlement global de la sidérurgie ouest-européenne. Mais la seule réponse des politiciens et bureaucrates syndicaux réformistes -- que ce soient Mayr en Allemagne de l'Ouest, Chevènement en France ou Benn en Angleterre --, c'est un protectionnisme national accru, essayant de dresser les sidérurgistes ouest-européens les uns contre les autres. Il n'y a pas de solution progressiste à la crise de l'acier hors d'une économie socialiste planifiée au niveau européen, même en tenant compte du recyclage et du déplacement des ouvriers non nécessaires.

Il ne peut non plus y avoir de solution progressiste à la crise capitaliste en Europe occidentale séparément de l'"autre" Europe, les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré et déformés du bloc soviétique. L'affaire de la construction des moteurs de Volkswagen en Allemagne de l'Est, comme celle du gaz soviétique, montre l'unité économique sous-jacente de l'Europe, préfigurant une économie socialiste planifiée dans toute l'Europe. En dépit de la mauvaise gestion de la bureaucratie stalinienne, le spectre d'un chômage massif est quelque chose de révolu pour les ouvriers de l'Est européen. L'économie socialisée, planifiée du bloc soviétique émane de la victoire historique de la Révolution bolchévique de 1917 et de son extension à l'Europe de l'Est, bien que réalisée par le haut et bureaucratiquement déformée, après la victoire de l'Armée rouge contre l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste -- y compris les héritiers d'Hitler qu'on trouve dans les ministères de Bonn, dans les banques de Francfort et dans la Bundeswehr -- est déterminée à reconquérir au capitalisme l'Europe de l'Est et l'Union soviétique et est prête à détruire par là même le monde. Tout ouvrier ayant une conscience de classe doit défendre incondition-

nellement l'Union soviétique contre l'impérialisme de l'OTAN.

C'est ici que la nature contre-révolutionnaire de la social-démocratie ouest-européenne se révèle le plus clairement. François Mitterrand, dont le programme pour les travailleurs français est de l'austérité, de l'austérité, encore de l'austérité, est aussi le sergent recruteur européen pour la campagne belliciste antisoviétique de Reagan. Dans les années 70, le régime social-démocrate de Bonn a fait de la Bundeswehr la deuxième puissance militaire de l'OTAN. C'est Helmut Schmidt, le chancelier SPD, qui en 1979, le premier, a demandé que l'OTAN déploie de nouveaux missiles nucléaires de moyenne portée (les Pershing-2) en Allemagne de l'Ouest, à seulement huit minutes de vol des principales villes soviétiques.

Il ne peut y avoir de révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest -- le cœur industriel de l'Europe capitaliste -- sans que la classe ouvrière rompe ses liens traditionnels avec la social-démocratie. Comme l'écrivait la TLD dans un supplément spécial pour les grèves des métaux et des ouvriers imprimeurs: "*La clé est une direction révolutionnaire dans la tradition des bolchéviks de Lénine et de Trotsky, dont la tâche est de scissionner le SPD, parti ouvrier-bourgeois, sur des lignes de classe et de briser ainsi l'hégémonie réformiste sur la classe ouvrière. Le SPD -- dans l'intérêt de l'Allemagne -- est l'ennemi mortel de l'internationalisme prolétarien.*"

Si aujourd'hui la social-démocratie allemande est plus partisane de la détente que ses homologues de Paris sous Mitterrand, sans parler de ses alliés de Washington sous Reagan, ce n'est pas parce qu'elle a abandonné ses plans contre-révolutionnaires envers le bloc soviétique. En tant qu'agent de l'impérialisme allemand dans le mouvement ouvrier, le SPD vise à miner économiquement et à renverser d'abord et avant tout l'Allemagne de l'Est et la Pologne. Les sociaux-démocrates visent à regagner l'Allemagne de l'Est au capitalisme. Les trotskystes travaillent à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, partie prenante des Etats-Unis socialistes d'Europe, par une révolution socialiste à l'Ouest et une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne à l'Est. Victoire pour la grève des métaux ouest-allemands!

Sakharov...

Suite de la page 3

ment, à quelques rares exceptions près, la génération actuelle de dissidents est de plus en plus ouvertement pro-impérialiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire. Ils vont jusqu'à communiquer des secrets d'Etat, comme l'avait fait Anatole Chtcharansky, ce programmeur d'ordinateurs sioniste qui avait été reconnu coupable de trahison en juillet 1978. Les libéraux ont été à l'époque scandalisés par notre titre "Chtcharansky est bel et bien coupable" (*le Bolchévik* n° 10, novembre 1978); nous insistions que c'était effectivement le cas, que cela avait même été confirmé par des journalistes bourgeois qui avaient raconté comment Chtcharansky avait communiqué les plans de certaines positions secrètes de défense. Mais pour ce qui est des autres dissidents soviétiques, quelque réactionnaires et antisocialistes que soient leurs positions politiques, nous défendons leur droit d'expression aussi longtemps qu'ils ne sont pas activement engagés dans une tentative de renverser les acquis de la révolution. Ces chevaux de Troie de l'impérialisme dans le bloc soviétique doivent être combattus politiquement.

On a pris beaucoup de gants pour le couple Sakharov. Loin d'être confinés dans les cellules de la Loubianka ou envoyés dans les goulags, on a simplement limité leurs allées et venues à la ville de Gorki qui, bien qu'interdite aux étrangers, n'est

pas la tundra sibérienne mais une florissante métropole d'un million d'habitants à 400 kilomètres de Moscou. Ils y ont un appartement de quatre pièces et accès à tous les magasins spéciaux, étant donné l'appartenance de Sakharov à l'Académie des sciences soviétique. Malgré le penchant de Sakharov pour les grèves de la faim pour ses objectifs personnels, Moscou a plutôt été clément dans son cas. En 1981, le Kremlin a même accordé à la fille d'Elena Bonner le droit d'émigrer et de rejoindre son mari aux Etats-Unis, où il était étudiant. Et tout cela, alors que Sakharov racolait pour la campagne de guerre antisoviétique de Reagan et que Bonner bavardait abondamment avec les journalistes occidentaux qui sont pratiquement tous liés à la CIA, au MI5, à la DGSE, etc.

Tout ce tapage fait partie du barrage de propagande impérialiste contre ce que Reagan appelle l'"empire du mal". La presse titre: "Les enfants de Sakharov supplient l'Occident d'agir en faveur de sa liberté." Mais leur but, c'est l'exclusion, pas la liberté. Comparez donc cela avec l'accueil que reçut le grand révolutionnaire russe Léon Trotsky quand il fut chassé d'Union soviétique par Staline. Il fut confiné dans une petite île turque, alors que ces demandes d'asile -- tradition démocratique historique -- étaient repoussées par pratiquement toutes les "démocraties" occidentales. Il ne reçut même pas la permission d'aller en Allemagne pour raisons médicales. "[...] je ne pouvais apprécier les avantages de la démocratie dans toute leur

ampleur qu'en qualité de défunt" écrivait Trotsky dans le dernier chapitre de son autobiographie *Ma Vie* intitulé "La planète sans visa". Il faisait aussi remarquer qu'en contraste, le shah de Perse ou le roi d'Afghanistan détrônés n'avaient aucun mal à obtenir l'asile politique des têtes couronnées d'Europe. Le "dissident" Sakharov n'en aurait guère non plus.

Il n'y a aucun doute que Sakharov ira raconter tout ce qu'il sait aux Occidentaux. Aujourd'hui encore, il a connaissance de secrets qui

n'ont pas forcément perdu leur intérêt avec le temps. Alors, nous avons une modeste proposition à faire. Puisque les reaganiens et autres mitterrandistes prétendent que leurs préoccupations sont purement humanitaires, et non stratégiques et militaires, le Kremlin pourrait suggérer un échange de "scientifiques vieillissants": Sakharov contre Edward Teller, le père de la bombe H américaine qui se fait aujourd'hui le champion du programme de "guerre des étoiles" de Reagan pour chasser les Soviétiques de l'espace.

LE BOLCHEVIK

LE JOURNAL QUI NE VOUS A JAMAIS DIT DE VOTER MITTERRAND

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

Nom _____ Tel _____

Adresse _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

Ils ont besoin de Mig...

Suite de la page 8

des formes de propriété déterminées -- capitaliste ou prolétarienne -- et qu'il peut être scissionné. Il y a donc probablement d'autres Pastora potentiels à l'intérieur du régime sandiniste. Eden Pastora, ancien héros de la guerre civile contre Somoza, s'est rallié à la contre-révolution parce que, dit-il, les sandinistes ont "trahi la révolution nationale nicaraguayenne au profit du marxisme, de Cuba et de l'Union soviétique" (*le Monde*, 2 juin). Tout en étant financé par l'impérialisme US, ce répugnant traître a néanmoins refusé de fusionner avec les somozistes sous la coupe complète de la CIA -- ce qui a failli lui coûter la vie. Voilà qui pourrait bien en faire un candidat pour la soi-disant "troisième voie" dont Mitterrand est si friand! Et l'on peut sans trop de risque parier qu'en avril dernier Robelo, alors lieutenant de Pastora, est venu en Europe chercher un soutien des impérialistes "démocratiques" à la Mitterrand.

"La France étudie les possibilités d'aide en matière de défense" au Nicaragua, vient de déclarer Bayardo Arce, un dirigeant sandiniste en tournée en Europe (*le Monde*, 4 juillet). Essayer d'attirer le Nicaragua dans le camp occidental oblige bien Mitterrand à quelques déclarations furtives de "solidarité" ou à des accords financiers. Mais de là à fournir une véritable aide militaire -- et pas seulement quelques camions et autres matériels inoffensifs comme il y a trois ans --, il y a un pas que le "socialiste" de guerre froide n'est pas prêt de franchir. Le dirigeant sandiniste Daniel Ortega rappelait récemment, et avec raison, que le Nicaragua a un besoin urgent d'avions de chasse. Soit français, soit soviétiques, disait-il. Mais jamais Mitterrand ne voudra voir ses Mirage affronter dans le ciel d'Amérique centrale les Phantom ou les F-15 de son allié Reagan! Nous, trotskystes, réclamons depuis des mois et des mois: *le Nicaragua a besoin de Mig, tout comme les insurgés salvadoriens ont besoin d'armes soviétiques!* Ortega vient d'annoncer que le Nicaragua pourrait recevoir "dans les prochains mois" des Mig soviétiques (*Ibid.*) Les bureaucrates sentant se rapprocher dangereusement les menaces de guerre impérialistes auraient-ils enfin décidé cette mesure élémentaire de défense? Nous l'espérons vivement, mais toute la politique étroitement nationaliste des bureaucrates stali-niens, à Moscou comme à La Havane, à l'égard de l'Amérique centrale nous en fait douter. Ils n'ont cherché qu'à amadouer les revanchards impérialistes, par exemple en retirant leurs conseillers du Nicaragua. Et avec l'incroyable aveuglement qui caractérise tous les partisans de l'utopique "coexistence pacifique", Castro estime que "la France a une position constructive sur l'Amérique centrale" (*le Monde*, 31 mars)! Une criminelle politique de défaite, pas seulement pour les rebelles du Salvador et le Nicaragua, mais pour Cuba aussi!

Mais c'est au Salvador que la social-démocratie a tissé les liens les plus forts avec les forces nationalistes. Le Front démocratique révolutionnaire (FDR) -- un front populaire -- est lié organisationnellement à l'Internationale socialiste. Son président, Guillermo Ungo, se dit "social-démocrate". En fait, un politicien bourgeois qui officia dans la junte dite "des droits de l'homme" installée en 1979 par Carter. Cette junte commença l'orgie de massacres qui continue jusqu'à aujourd'hui. Ungo, dès l'élection de Duarte, s'empressa de lui proposer un "gouvernement à large participation", reconnaissant dans cette marionnette de Reagan un "interlocuteur valable" avec lequel il est prêt à négocier (*le Monde*, 27-28 mai). Brandt et autres dirigeants

de l'Internationale socialiste se sont aussi empressés de féliciter Duarte pour son élection comme une "victoire des idées démocratiques" (*le Monde*, 18 mai)! Duarte est l'homme qui présida aux 30 000 meurtrés qui eurent lieu sous son gouvernement de 1980 à 1982! Reagan vient de s'acheter l'élection de Duarte, qui n'avait aucune difficulté à paraître plus "respectable" que le proto-fasciste d'Aubuisson (soupçonné même d'avoir tenté récemment d'assassiner l'ambassadeur US à San Salvador!) Pendant deux ans Duarte servit de paravent aux massacres perpétrés par les escadrons de la mort de d'Aubuisson. Il n'aura aucun mal à être un paravent pour une invasion US.

POUR UNE FEDERATION SOCIALISTE D'AMERIQUE CENTRALE!

Les nationalistes petits-bourgeois cherchent à maintenir la lutte des masses d'Amérique centrale dans les limites du capitalisme. Les Ungo sont prêts à vendre à la table des négociations les victoires remportées par les ouvriers et paysans sur le champ de bataille. Mais Duarte n'est pas acheteur. Il veut leur reddition pure et simple. Mais même une "solution négociée/politique" ne serait qu'une autre solution militaire pour les écraser. Laisser intacte la sanginaire armée salvadorienne serait livrer au bain de sang les ouvriers et paysans qui auraient déposé leurs armes. Il n'y aura aucune paix pour les masses opprimées du Salvador tant qu'elles ne détruiront pas le régime des escadrons de la mort. Le choix pour elles: *la révolution ou la mort!* Les insurgés doivent remporter la guerre au Salvador. Ce serait un coup porté à la campagne de guerre antisoviétique des impérialistes, aussi bien US que français. Une telle victoire militaire -- détruisant l'armée des bouchers, le cœur de l'appareil d'Etat capitaliste -- serait aussi la voie ouverte à la révolution socialiste, la seule issue pour les masses opprimées.

Même au Nicaragua, où dans le renversement révolutionnaire du régime de Somoza l'appareil d'Etat capitaliste a été détruit, les petits-bourgeois nationalistes sandinistes continuent malgré tout de tolérer, et même de financer la "cinquième colonne" capitaliste -- les *contras* de l'intérieur! De plus, leur aide massive aux guérillas salvadoriennes n'est malheureusement qu'un mythe reaganien. Comme vient de le révéler un ancien agent de la CIA spécialiste de l'Amérique centrale, il n'y a aucune preuve de livraison d'armes nicaraguayennes au Salvador -- ce qu'un responsable de la CIA a été obligé de confirmer (*le Monde*, 13 juin). Et même, selon la chaîne de TV américaine NBC, les dirigeants sandinistes ont dit aux insurgés salvadoriens qu'ils devront déguerpir en cas d'accord entre les USA et le Nicaragua. Un tel coup de poignard dans le dos serait d'un opportunisme criminellement stupide, menaçant la survie de la révolution nicaraguayenne même. La seule voie pour défendre la révolution nicaraguayenne est de la compléter en expropriant la bourgeoisie et en étendant la lutte révolutionnaire à travers toute l'Amérique centrale, renversant les régimes réactionnaires soutenus par Reagan qui l'entourent.

Des gouvernements ouvriers et paysans dans toute l'Amérique centrale, basés sur des soviets et organisés en une fédération socialiste d'Amérique centrale, réaliseront la révolution agraire qui confisquera les haciendas, exproprieront la bourgeoisie -- les commanditaires des escadrons de la mort -- et briseront le corps des officiers qui dirigent les massacres. Des tribunaux révolutionnaires appliqueront la justice prolétarienne à la vermine des escadrons de la mort. Mais, pour réaliser ces tâches -- des questions de vie ou de mort pour les masses opprimées --, la construction de partis ouvriers d'avant-garde internationalistes, basés sur le programme trotskyste de la révolution permanente, est plus que jamais la question décisive.

Crise du PCF...

Suite de la page 1

impérialiste français" ("Nous, trotskystes, défendons l'URSS", 30 juin 1981).

Mais l'attaque raciste contre des travailleurs immigrés à Vitry en décembre 1980 a montré que la direction du PCF n'avait aucun intérêt à mener une campagne, même déformée, d'indépendance de classe contre la bourgeoisie. Marchais était prêt à tout pour prouver sa loyauté à la bourgeoisie, et le chauvinisme est devenu l'axe de sa campagne électorale. Pour cette raison, nous avons retiré le soutien critique que nous avions envisagé de lui donner. Et Vitry s'est révélé en effet le prélude à l'entrée des ministres PCF dans le front populaire de l'OTAN.

Quand la direction du parti évoquait, en 1980, les échecs répétés des fronts populaires et proclamait "Trois fois, ça suffit!", elle n'avait néanmoins pas remis en cause la stratégie du front populaire. Ce n'était en fait qu'un appel à renforcer le poids du PCF dans l'alliance. Il n'y a aucune stratégie de rechange pour le PCF.

Allons au fond des choses. Pourquoi les ouvriers sont toujours perdants avec les fronts populaires? Parce que la collaboration de classe démobilise et désarme les travailleurs afin de préserver l'alliance avec les partenaires bourgeois, en échange d'illusoires promesses de réformes sociales.

Est-ce qu'un PCF plus fort pourrait changer les choses? En 1944, le PCF, fort de 800 000 membres était devenu le premier parti de France. Le "parti des fusillés" jouissait d'un énorme prestige et dirigeait des milliers d'ouvriers en armes. Chaque Français savait qu'il devait sa libération de la botte nazie à l'Armée rouge. Mais loin d'empêcher ses partenaires de faire "marche arrière", le PCF prôna lui-même

l'"unité nationale", poussa les travailleurs à produire au maximum pour reconstruire le capitalisme français et brisa les grèves. Quand il ne fut plus simplement capable d'étouffer le mécontentement ouvrier, la bourgeoisie utilisa la grève de Renault pour le chasser du gouvernement -- le début de la guerre froide en France. Dans cette situation potentiellement révolutionnaire comme dans celle de 1936, la direction réformiste du PCF s'est montrée un obstacle traître. C'est le résultat inévitable d'une alliance avec l'ennemi de classe sur son propre terrain, sur la base de la gestion du capitalisme.

Aujourd'hui, les militants du PCF qui en ont assez de Mitterrand, qui veulent vraiment défendre l'URSS contre la campagne belliciste impérialiste, doivent rompre avec cette stratégie de collaboration de classe et passer à la contre-offensive contre l'austérité de Mitterrand. Il faut une stratégie visant à rassembler les travailleurs dans des organes de pouvoir ouvrier -- comités de grève et d'usine, embryons des soviets -- sur la base d'une lutte pour un programme de revendications transitoires -- échelles mobiles des salaires et des heures de travail, contre l'inflation et le chômage; pour la constitution de groupes d'autodéfense ouvrière pour défendre les immigrés et balayer les fascistes des rues -- qui conduise à l'instauration d'un véritable gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie.

Mais la précondition à la victoire de cette stratégie de prise du pouvoir par le prolétariat est la création d'un véritable parti léniniste d'avant-garde. Un parti basé non sur la "coexistence pacifique" et la vaine recherche d'une aile "progressiste" de la bourgeoisie -- racine stalinienne de collaboration de classe qui engendre les traîtres eurocommunistes et fossoyeur des révolutions -- mais basé sur le programme trotskyste de défense des acquis d'Octobre et de révolution socialiste internationale!

Les fruits amers...

Suite de la page 1

avec Le Pen... après avoir chassé la quasi-totalité des immigrés de son quartier! Le score Le Pen se traduira pas un accroissement des assauts contre les piquets de grève et des ratonnades meurtrières dans les quartiers immigrés.

Après l'échec lamentable d'une tentative de créer de toutes pièces un "centre-gauche", le gouvernement place ses espoirs dans une scission de l'UDF. Delors fait des avances à Stasi et Mitterrand rêve d'un arrangement à l'amiable avec Barre et même Chirac. Mais il semble bien que l'UDF choisira Le Pen plutôt que Mitterrand.

"La possibilité d'une expulsion du PCF et d'un "élargissement de la majorité" à droite, voilà la sinistre réponse de la social-démocratie à son échec électoral. Comme par hasard, les "socialistes" et "communistes", soi-disant fossoyeurs du capitalisme, entrent en crise avec ce capitalisme, dont ils gèrent en fait les intérêts.

Mais le parlement, c'est un miroir déformant. Il ne reflète nullement les forces vives de la classe ouvrière, sa supériorité sociale et militante. Comme Trotsky l'a souligné à propos d'Hitler: "Pour l'instant la force principale des fascistes tient à leur nombre. En effet, ils recueillent de nombreuses voix aux élections. Mais le bulletin de vote n'est pas décisif dans la lutte des classes. [...] Sur la balance de la statistique électorale, 1000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1000 voix commu-

nistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire 1000 ouvriers d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle de 1000 fonctionnaires, employés de ministères, avec leurs femmes et leurs belles-mères. La masse principale des fascistes est composée de poussière humaine." Le Pen et ses bandes de gangsters peuvent et doivent être balayés des rues par des mobilisations ouvrières. Mais pour cela, il faut rompre avec le piège mortel du front populaire de Mitterrand, mobiliser pour une grève générale contre son austérité. Le vent de la lutte des classes balayera ainsi les miasmes du racisme et du cléralisme. Ce qui pose la nécessité d'une direction révolutionnaire.

Non pas celle du PCF, paralysé par la participation au front populaire. Non pas celle des crétinistes parlementaires de Lutte Ouvrière, qui repoussent aux calendes grecques la lutte antifasciste, parce que pour le moment Le Pen se limite à l'arène parlementaire. Comme si cette distinction existait dans la lutte des classes! Pire, LO prétend que cette lutte est un "combat d'idées". Ce qui explique pourquoi Laguiller est restée avec Le Pen à la télévision le soir des élections, après que les représentants du PS et du PCF (dans un geste honorable assez rare) eurent quitté le plateau. Et non celle de la LCR de Krivine, ex-"troisième composante de la majorité", qui aujourd'hui se prétend "à gauche de la gauche". Ils croient que ce gouvernement nous mène à la catastrophe mais tout ce qu'ils proposent, c'est de "battre la droite en 86". Comme toujours, ils cherchent à ramener les ouvriers sous la coupe de la social-démocratie, vers la défaite. Non! Il faut forger un véritable parti trotskyste dont l'objectif affirmé dès maintenant est la prise du pouvoir par le prolétariat!

Impérialistes, bas les pattes devant le Nicaragua!

Ils ont besoin de Mig!

7 juillet -- Les plans d'invasion de l'Amérique centrale sont prêts au Pentagone. Les "exercices" militaires successifs des USA dans la région, qui sont autant de répétitions générales, visent explicitement les insurgés de gauche du Salvador, le Nicaragua sandiniste, l'Etat ouvrier cubain et, par là même, l'Union soviétique. Des millions de dollars arrosent au grand jour le boucher du Salvador Duarte, les escadrons de la mort couverts du sang du peuple salvadorien et les terroristes réactionnaires antisandinistes, les *contras*. Reagan a fait miner les ports du Nicaragua et renforcer la base militaire US de Guantánamo, à Cuba. Le Honduras a été transformé en une véritable forteresse américaine, avec ses six bases aériennes et ses 2000 hommes de troupe stationnés en permanence. Et le nombre des "conseillers" militaires US (souvenez-vous du Vietnam!) a décuplé en un an.

Reagan dénonce en permanence l'"empire du mal" soviétique étendant partout ses tentacules et qui "menace de déstabiliser la région tout entière [d'Amérique centrale], et porter le chaos et l'anarchie aux frontières des Etats-Unis" (*Libération*, 11 mai). "San Salvador est plus proche de Houston que Houston de Washington" menace-t-il. Il délire sur le spectre des "dominos prosoviétiques". Les *contras*, ce sadique ramassis de tueurs et tortionnaires, Reagan les salue comme des "combattants de la liberté" contre le communisme. Le régime petit-bourgeois sandiniste qui (malheureusement) a libéré les criminels somozistes, il le caractérise de "régne de terreur communiste". Ce délire antisoviétique n'est pas une excoissance paranoïaque anormale sur le corps, qui serait fondamentalement sain, de la "démocratie" capitaliste. Les anticommunistes à la Reagan sont conduits à leurs folies furieuses par une détermination à défendre les intérêts de classe de l'ordre capitaliste agonisant. Derrière les guérillistes salvadoriens, Reagan voit la révolution embrasant tout l'hémisphère américain et même le monde entier. Et il a fait du Salvador le front de sa guerre froide contre l'URSS. Mais s'il peut les stopper au Salvador, alors en avant contre le Nicaragua, Cuba et finalement l'URSS -- le bastion du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la tendance spartaciste internationale dit: *La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador!* Plus que jamais, *écrasez toute tentative d'une nouvelle baie des Cochons! Défense du Nicaragua et de Cuba! Tuez les envahisseurs contras! Victoire militaire aux insurgés de gauche du Salvador!*

L'écrasement des bouleversements révolutionnaires en Amérique centrale au moyen de bouchers locaux ne marche pas. Au Nicaragua, les *contras* piétinent misérablement face aux ouvriers et paysans mobilisés pour défendre leur révolution. Au Salvador,



Le Nicaragua sandiniste est en première ligne de la guerre froide antisoviétique des impérialistes. Défense du Nicaragua contre les menées impérialistes! Exterminez les envahisseurs contras soutenus et financés par la CIA!

la dictature militaire a été chassée d'un tiers du pays par les insurgés et le contrôle du reste est en train de lui échapper. Alors, pour Reagan, le choix est: intervenir ou perdre. Les échéances des présidentielles peuvent différer ses projets d'intervention directe. Mais son problème c'est surtout que toutes les tentatives de mobiliser aux Etats-Unis un sentiment de masse en faveur d'une intervention militaire directe ont lamentablement échoué. Le souvenir de la débâcle du Vietnam est toujours vivant dans la population américaine. Et les recrues noires et hispaniques sur lesquelles est basée l'armée US risquent fort de ne pas accepter de servir de chair à canon pour les sales guerres racistes de l'impérialisme américain. La bourgeoisie US est terrifiée par ce qui arrivera en Amérique centrale si elle n'intervient pas directement. Mais elle est terrifiée aussi par ce qui arrivera si elle le fait: une explosion à l'intérieur même des USA! C'est précisément ce qui s'est passé dans les dernières années de la guerre du Vietnam. Reagan est en train de perdre sur le front intérieur contre le "syndrome vietnamien" comme sur les champs de bataille d'Amérique centrale. Mais attention: plus les reaganiens sont désespérés, plus ils sont dangereux.

Ce qui est un important problème pour la classe dirigeante US est une importante opportunité pour

les révolutionnaires. Les trotskystes luttent pour la révolution ouvrière à travers toute l'Amérique centrale, son extension au Nord jusqu'au Mexique avec son puissant prolétariat et jusqu'à la forteresse impérialiste. Une réelle solidarité avec les insurgés salvadoriens passe par la lutte de classe à l'intérieur des USA. C'est pourquoi nos camarades américains de la Spartacist League cherchent à mobiliser le sentiment légitime du peuple américain contre les menées bellicistes de Reagan au moyen d'une propagande et d'une agitation internationaliste prolétarienne. Ils appellent le mouvement ouvrier au boycottage de tout matériel militaire à destination de l'Amérique centrale. Pour des grèves ouvrières contre toute invasion US. De telles mobilisations de classe contre le viol de l'Amérique centrale pourraient bien être le début de la fin pour l'impérialisme US!

NON A LA "SOLUTION NEGOCIEE" DE MITTERRAND!

Mitterrand prêche une "solution négociée" en Amérique centrale. Pas plus que Reagan Mitterrand ne veut d'un nouveau Cuba. Il craint justement que ses méthodes brutales non seulement jettent le Nicaragua et les guérillistes salvadoriens dans les bras de La Havane et de Moscou, mais aussi se concluent dans les

conditions actuelles par une magistrale raclée qui affaiblisse, comme l'a fait la défaite au Vietnam, la politique stratégique commune à tous les impérialistes: détruire l'URSS ou restent vivants, malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne, les acquis sociaux de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917. Dès le début de son septennat, Mitterrand définissait clairement ses objectifs en Amérique centrale: *"L'Occident serait plus avisé d'aider ces peuples que de les contraindre à demeurer sous la botte. Quand ils crient au secours, j'aimerais que Castro ne soit pas seul à les entendre"* (*Le Monde*, 2 juillet 1981). Mitterrand propose une méthode autre que la force brutale des Marines pour contenir et refouler la révolution en Amérique centrale et lutter contre l'URSS: acheter ceux dans la "gauche" centreaméricaine qui veulent prouver leur loyauté à l'ordre bourgeois. Et ce, pour une contre-révolution à la social-démocrate. Avec pour modèle le Portugal où c'est le PS portugais lui-même, alimenté par les millions de dollars de la CIA (via le SPD allemand), qui dirigea en 1975 l'offensive contre une situation pré-révolutionnaire.

Les sociaux-démocrates occidentaux, tout comme les libéraux américains, ont compris que le régime des nationalistes radicaux sandinistes n'était pas encore engagé à défendre

Suite page 7

Pour la victoire militaire des insurgés au Salvador!